

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, 4 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STG MITRY MORY LOGISTIQUE**

24 Rue Albert Caquot  
ZI DE MITRY COMPANS  
77290 Compans

Références : E23-2319  
Code AIOT : 0006500639

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement STG MITRY MORY LOGISTIQUE implanté 2-4, Rue Albert Caquot ZI DE MITRY COMPANS 77290 Compans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STG MITRY MORY LOGISTIQUE
- 2-4, Rue Albert Caquot ZI DE MITRY COMPANS 77290 Compans
- Code AIOT : 0006500639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STG est société de transport logistique de produits alimentaires sous température dirigée (-20°C à + 6°C).

Le site de Mitry-Mory est une plateforme logistique classée qui dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 1995.

Il est classé à enregistrement pour la rubrique 1510 et à déclaration pour les rubriques 1511, 2910 et 2925.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification des éléments du classement ;
- Équipements de protection contre les incendies ;
- Désenfumage ;
- Protection contre la foudre ;
- Condition de stockage ;
- Vérification des équipements électriques ;
- Consignes d'exploitation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Installations électriques et éclairage	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3.A	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Parafoudre	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3.C	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	Pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Accessibilité Pompiers	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 3.2.1	/	Sans objet
3	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Interrupteur général	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3.F	/	Sans objet
8	Caractéristiques des stockages	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.1.2.A	/	Sans objet
9	Caractéristiques des stockages	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.1.2.C	/	Sans objet
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.4	/	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 7	/	Sans objet
13	Surveillance du stockage	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 11	/	Sans objet
14	Interdiction d'activités au-dessus des installations	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.3	/	Sans objet
15	Issues	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.11	/	Sans objet
16	Alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13	/	Sans objet
18	Local de charge des batteries	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.4.2	/	Sans objet
19	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.4.2	/	Sans objet
20	Récupération – recyclage	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 7.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit positionner son activité vis-à-vis de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées en effectuant une déclaration au titre de cette rubrique ou en diminuant la quantité de palettes stockées sous le seuil déclaratif.



Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre plusieurs rapports de vérification à l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Présence et complétude de l'état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique la nature et la localisation des produits stockés. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 13 septembre un état des stocks. Celui-ci mentionne : <ul style="list-style-type: none"><li>- 10 320 palettes en bois</li><li>- 90 kg d'ammoniac</li><li>- 2 942 000 T de produits alimentaires</li><li>- 40 L de produit chimiques (inflammable et dangereux pour l'environnement)</li></ul> En outre, les volumes de l'entrepôt n'ont pas été modifiés.  Les éléments de l'état des stocks montrent, considérant les dimensions d'une palette Europe (EPAL), que le site entrepose environ de 1 426 m <sup>3</sup> de palettes et dépasse le seuil déclaratif de la rubrique ICPE 1532 (1 000 m <sup>3</sup> ). En conséquence, l'exploitant doit régulariser sa situation administrative en déclarant ses activités au titre de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées ou en diminuant le volume de palettes stockées sur le site.  L'état des stocks est mis à jour en continu et disponible sur le réseau interne de l'entreprise. Il peut être réalisé une extraction au besoin, notamment en cas d'intervention des services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Accessibilité Pompiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accessibilité au site
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accueil des secours et les modalités de leur accès à tous les lieux.
<b>Constats :</b>

L'exploitant dispose d'une procédure en cas d'intervention du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) contenant les modalités d'accès de ces équipes.

En dehors des heures de fonctionnement, un gardien est présent sur le site.

Par ailleurs, des exercices sont réalisés 2 fois par an et le dernier exercice a été effectué le 20 septembre 2023 avec le SDIS de Seine-et-Marne. L'exploitant a transmis le rapport de cet exercice.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Détection automatique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Détection incendie

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les combles (lorsqu'ils existent), les locaux techniques et les bureaux à moins de 10 mètres des stockages.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie en tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

**Constats :**

Le site dispose bien d'une détection automatique d'incendie avec un report d'alarme.

Des avertisseurs sonores ont été observés en différents points de l'entrepôt.

Cette perception de l'alarme a notamment fait l'objet d'une vérification lors de l'exercice effectué le 20 septembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 4 : Installations électriques et éclairage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3.A

**Thème(s) :** Risques chroniques, Installation électrique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques les éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des technologies pouvant, en cas de dysfonctionnement, projeter des éclats ou des éléments chauds susceptibles d'être source d'incendie (comme des gouttes chaudes en cas d'éclatement de lampes à vapeur de sodium ou de mercure), l'exploitant prend toute disposition pour que tous les éléments soient confinés dans l'appareil en cas de dysfonctionnement.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont au moins éloignés de 0,5 mètre des stockages.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

**Constats :**

Le rapport de vérification Q19, réalisé le 10 août 2023, a été présenté durant la visite. Il ne présente pas d'observation.

La vérification Q18 était en cours de finalisation par un technicien de Bureau Veritas lors de l'inspection.

L'exploitant n'a pas transmis le rapport de contrôle suite à la visite par courriel du 2 octobre 2023. Le rapport mentionne 32 observations et le certificat Q18 indique que l'installation "*peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion*". Ce constat vient de l'observation de deux dangers (Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités et Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires) signalés pour la 1<sup>ère</sup> fois selon le rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Parafoudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3.C

**Thème(s) :** Risques chroniques, Parafoudre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, afin de protéger les bâtiments contre le risque foudre.

**Constats :**

Le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre a été transmis par courriel du 2 octobre 2023.

Il est daté du 11 juillet 2023 et conclut que le système parafoudre est non-conforme.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 6 : Interrupteur général

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3.F
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Interrupteur électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] A proximité d'au moins une issue de l'entrepôt, un interrupteur est installé, bien signalé, qui permet de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. [...]
<b>Constats :</b> Des interrupteurs sont disponibles dans le local d'exploitation. Ils permettent de couper le courant de chaque cellule.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prescriptions des points 4.5.1 à 4.5.3 s'appliquent aux combles de tous les entrepôts frigorifiques et aux cellules de stockage des entrepôts frigorifiques (surmontées ou non de combles) ayant des températures de stockage des produits strictement supérieures à 10 °C.  Les cellules de stockage des entrepôts frigorifiques ayant des températures de stockage des produits inférieures ou égales à 10 °C, sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit équipées d'installation de désenfumage adaptées. Si elles sont différentes de celles prévues aux points 4.5.1 à 4.5.3, leur efficacité est justifiée par un organisme compétent en matière de désenfumage et l'exploitant intègre la procédure opérationnelle d'utilisation au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie ;</li><li>- soit non désenfumées. L'exploitant précise clairement au niveau des cellules concernées qu'elles ne sont pas désenfumées et intègre les dispositions adaptées au niveau des consignes à mettre en oeuvre en cas d'incendie.</li></ul> Points annexes du 4.5.2 Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockage et installées conformément à la norme NF S61-932, version décembre 2008. Elles ne sont pas placées à l'intérieur des zones à température négative.
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification du désenfumage a été transmis par courriel du 2 octobre 2023. Le rapport est daté du 17 juillet 2023 et conclut que le système de désenfumage présente des anomalies et qu'un devis doit être fait.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 8 : Caractéristiques des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.1.2.A
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques géométriques des stockages
<b>Prescription contrôlée :</b> Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.  De plus, pour les matières dangereuses liquides au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 susvisé (à l'exception de celles uniquement corrosives, nocives ou irritantes), leur hauteur de stockage est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur et des moyens de prévention et de protection adaptés sont mis en place.  La distance d'éloignement des stockages par rapport aux parois des cellules définie aux B et C peut être inférieure si elle est couverte par la qualification du système d'extinction automatique.  La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.  Tout stockage est interdit dans les combles. Les combles sont accessibles en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Lors de la visite la distance entre le sommet et les stockages était respectée. Il n'a pas été observé de stockage de matière dangereuse à plus de 5 m de hauteur. Il n'a pas été vu d'obstacle à la fermeture automatique des dispositifs d'obturation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Caractéristiques des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.1.2.C
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockages dans des supports
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières stockées dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les paletiers sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres. Une hauteur supérieure est possible : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit en présence d'un système extinction automatique ;</li><li>- soit, pour les cellules à température négative, en cas de présence d'un système de détection haute sensibilité, avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure. Cette conformité est justifiée par un document synthétique précisant clairement les conditions de validité.</li></ul> La distance par rapport aux parois de la cellule pour les stockages en rayonnage ou en paletier est supérieure ou égale à 0,15 mètre.

<b>Constats :</b> Les stockages dans les supports de l'entrepôt sont conformes à cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ;</li> <li>- l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues au point 5.3, pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du site, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Il a été observé des nombreux affichages des consignes de sécurité en différents points de l'entrepôt. Les activités spécifiques (local de charge,...) disposent d'affichages adaptés également.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification périodique et maintenance des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, extincteurs, robinets d'incendie armés, bouches ou poteaux d'incendie, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels font l'objet de rapports de contrôle et sont inscrites sur un registre.</p>

**Constats :**

Les rapports de vérification des moyens de protection et de lutte contre les incendies a été demandé lors de la visite d'inspection mais n'a pas encore été transmis.

Lors de la visite, il a été indiqué que :

- le contrôle des RIA a été effectué par la société Dessautel le 22 mai 2023. En conclusion du rapport, il est proposé un devis correctif concernant 2 points de vérifications;
- le contrôle des extincteurs a été réalisé les 26 mai 2023 et 14 septembre 2023;
- le désenfumage et les portes coupe-feu ont été vérifiés le 17 juillet 2023. Deux portes coupe-feu sont indiquées comme défectueuses et le système de désenfumage présente des anomalies.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt (hors chambres froides à température négative), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les extincteurs destinés à protéger les chambres froides à température négative sont installés à l'extérieur de celles-ci, sur les quais, près des accès. La dotation requise pour les quais n'est alors pas cumulée avec celle des chambres froides à température négative ;

- de robinets d'incendie armés, hors chambres froides à température négative, situés au plus près des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;

- d'appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie par exemple) équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150) conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par rapport aux voies praticables par les engins de secours).

[...]

**Constats :**

La visite a permis de constater que le site dispose de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 13 : Surveillance du stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'un gardiennage est mis en place hors des périodes d'exploitation. Cette surveillance est opérée depuis le local de sécurité situé à l'entrée du site où l'exploitant indique avoir mis à disposition l'ensemble des procédures de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 14 : Interdiction d'activités au-dessus des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Interdiction d'activités au-dessus des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations ne sont pas surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne sont pas implantées en sous-sol de ces bâtiments.
<b>Constats :</b> Le local de combustion (Groupe électrogène) est situé dans un conteneur en dehors de l'entrepôt. Il n'est pas surmonté de bâtiments occupés par des tiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 15 : Issues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Issues
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retrait en nombre suffisant. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.
<b>Constats :</b> La taille réduite du local permet une évacuation rapide du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Alimentation en combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Alimentation en combustible
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.  Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments « ou du local » s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li><li>- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li></ul> Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.  Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. « Ce dispositif vient s'ajouter au dispositif de coupure générale. » [...]
<b>Constats :</b> Les groupes électrogènes de la société sont alimentés en fioul.  Le site dispose d'un dispositif extérieur de coupure de l'alimentation en combustible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure périodique de la pollution rejetée
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  III. Pour les appareils de combustion « fonctionnant moins de 500 h par an » des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.



**Constats :**

L'exploitant a indiqué que l'appareil de combustion est utilisé moins de 500h par an aussi, le dernier contrôle des émissions atmosphériques doit avoir lieu il y a moins de 5 ans. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les derniers résultats des vérifications des émissions atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 18 : Local de charge des batteries

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Local de charge des batteries

**Prescription contrôlée :**

La recharge des batteries est protégée contre les risques de court-circuit et de surcharge des batteries.

En cas de risques liés à des émanations de gaz, la recharge de batteries est réalisée dans un local exclusivement réservé à cet effet, correctement ventilé, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2.

En l'absence de risques liés à des émanations de gaz, la recharge de batteries est réalisée dans un local répondant aux dispositions de l'alinéa précédent ou dans une zone de recharge limitée à une par cellule et distante de plus de 3 mètres de toute matière combustible. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

L'utilisation de chariots thermiques est interdite.

**Constats :**

Le local de recharge de batterie est stocké dans un local indépendant dont les murs correspondent aux caractéristiques coupe feu attendue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 19 : Comportement au feu des bâtiments

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, évacuation des fumées

**Prescription contrôlée :**

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation

<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été observé la présence d'un désenfumage en partie haute du local de charge.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : Récupération – recyclage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Devenir des batteries défectueuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.
<b>Constats :</b> Les déchets issue de l'activité de charge sont principalement des batteries défectueuses. La société Fenwick qui effectue la maintenance des équipements de l'entrepôt prend à sa charge le retrait des batteries défectueuses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

